

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : UD-R-SSDAS-2 - !-A "		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL	
Boehringer Ingelheim # \$ cours du \$%me millénaire &A ' Les (erches !)### SA+, - (riest S+RE- . /)*###2 /**)!	S\$+ ' 3!)4 * (riorité DREAL <input type="checkbox"/> (, <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> S(<input type="checkbox"/> Autre Régime <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> , ' SE0ES1 2+ED <input type="checkbox"/> 5AU- <input type="checkbox"/> 6AS2 <input type="checkbox"/> +ED	
Activité principale : fabrication de vaccins		
Date du contrôle : 2!2*/22*2		
Inspecteur(s) : Frédérique GAUTHIER et Alain MUET		
Type de contrôle		
<input type="checkbox"/> +nspection annoncée <input type="checkbox"/> +nspection inopinée	<input type="checkbox"/> +nspection planifiée <input type="checkbox"/> +nspection circonstancielle	
Circonstances du contrôle		
<input type="checkbox"/> (lan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> +ncident?Accident du 8 444 <input type="checkbox"/> (lainte <input type="checkbox"/> Autre . " ise en place d'une installation pilote de traitement des e77luents		
Thème(s) du contrôle	<input type="checkbox"/> Eau <input type="checkbox"/> Air <input type="checkbox"/> Déchets <input type="checkbox"/> REA ' 5 <input type="checkbox"/> RSDE	<input type="checkbox"/> ' ontrôles réglementaires <input type="checkbox"/> S9S <input type="checkbox"/> 0ieillissement <input type="checkbox"/> +ncendie <input type="checkbox"/> ' ession, sols pollués <input type="checkbox"/> Autres . <i>Action nationale :</i> <input type="checkbox"/> Post Lubrizol 100 m <input type="checkbox"/> C1 Emissions particules <input type="checkbox"/> C3 Gestion des terres excavées
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) • Plateforme extérieure de regroupement des déchets ; chaufferie		
Référentiel(s) du contrôle • ' ode de l'environnement • Arr:té préfectoral du 2 ao;t 2**# modifié • Arr:té du *\$ ao;t 2* # relatif au< installations de com=ustion soumises > déclaration		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
Emmanuel " 1 , - R1 &+ER	6oehringer +ngelheim	Responsable 5 SE et 1 pérations Site
Copies	<input type="checkbox"/> E<ploitant DREAL . <input type="checkbox"/> ' hrono <input type="checkbox"/> (R+ ' AE <input type="checkbox"/> ' ellule SSDAS	

☐ Autre .

I – Contexte

La société Goehringer +ngelheim exerce une activité de production de vaccin à usage vétérinaire. Le site relève d'un ensemble de installations préfectorales, faisant suite à de nombreuses évolutions de l'activité du site.

L'objet de la visite a été de faire un point sur les procédures administratives relatives aux portés de connaissance n'ayant pas fait l'objet d'une réponse formelle de la DREAL et les attentes réglementaires en matière de valeurs limites d'émissions BOLEC relatives au (phosphore et au thiomersal dans les rejets d'effluents industriels).

La société Goehringer +ngelheim, a déposé les 3 portés de connaissance suivants :

- 2 dossiers date du 22 février 2012 relatifs au dépôt de mise sous forme pharmaceutique B " SF(C et son l'implémentation d'un laboratoire modulaire (par courrier du 10 juillet 2012, relatif à la demande de permis de construire, l'inspection des installations avait notamment précisé que la construction envisagée fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire, mais ne modifie pas substantiellement les activités classées + (E de l'établissement).
- un dossier en date du 10 juillet 2012 relatif à la création d'un magasin de stockage et l'agrandissement du bâtiment 3**4. L'inspection des installations classées avait précisé dans le cadre de la procédure de demande de permis de construire, par courrier du 10 novembre 2012 que les modifications n'entraînent pas de modifications considérées comme substantielles.
- un dossier en date du 10 octobre 2012 relatif à l'installation d'une nouvelle chaudière à gaz portant la puissance totale de l'installation à 1,23 MW.
- un dossier mis à jour en septembre 2012 relatif à la création d'une soudeuse solvant qui fait entrer dans le régime de la déclaration au titre de la rubrique 3 12-2 pour l'augmentation des quantités de formol et de chloroforme susceptibles d'être présentes.
- un dossier en date du 21 novembre 2012 relatif à une demande de modification des valeurs limites en concentration et en flux de (phosphore dans les rejets aqueux).
- une déclaration d'antériorité du 10 décembre 2012 relative au nouveau classement 'L' (de l'acide citrique de concentration 100 g/L, au titre de la rubrique 3 12-2-C, la quantité totale susceptible d'être présente sur le site est de 10 tonnes).

L'ensemble de ces demandes et portés de connaissance fera l'objet d'un rapport spécifique de proposition de suites administratives.

- Toutefois en ce qui concerne les questionnements de la société Goehringer +ngelheim en matière de valeur limites de rejets, le contexte réglementaire est rappelé ci-dessous.

Le site est soumis au régime de l'autorisation préfectorale et relève de la classification +ED au titre de la rubrique 312 pour la production de vaccins. Le 6REF 1F 'M' chimie fine organisée d'août 2012 est associée à cette activité (pour le moment les conclusions de ce 6REF ne sont pas parues). Selon le résumé du 6REF 1F', on relève notamment que les rejets de phosphore doivent faire l'objet, par un traitement interne ou externe, d'un traitement d'assèchement de 100 g/L. En cas de traitement externe une évaluation spécifique au cas par cas est à mener de l'efficacité du traitement externe par rapport à un traitement interne. Points 34443 et 34444/C4. De plus, en sortie d'installation de traitement biologique des effluents, une OLE (phosphore Ben moenne annuelle 0,1 mg/l est

définie par le tableau 0 du résumé 6 REF et point 34. Ainsi en considérant les performances de la S-E (communale de St Fons) sur les 3 dernières années, une concentration moyenne annuelle en sortie de site doit être reconstituée afin de vérifier que l'objectif est respecté par le guide pour la simplification du règlement consulté sur A+DA+, ER+SC.

Cette évaluation du traitement externe se trouve imposée par les dispositions des articles R/ /-! / du code de l'environnement et de l'article 51 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. L'article 51 précise pour les installations déjà raccordées à des réseaux, l'étude d'impact ou l'étude d'incidence comporte un volet spécifique au raccordement. Ce volet atteste de l'aptitude de l'infrastructure d'assainissement à acheminer et à traiter les effluents industriels dans de bonnes conditions, détermine les caractéristiques des effluents qui peuvent être admis sur le réseau et précise la nature ainsi que le dimensionnement des ouvrages de prétraitement prévus le cas échéant, pour réduire la pollution à la source et minimiser les risques de pollution et les déchets raccordés.

L'arrêté ministériel du 2 février 1998 précité, impose différentes valeurs limites d'émissions BOLEC selon s'il s'agit d'un rejet direct au milieu naturel (article 52 BOLEC : 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 100 l/s ou un rejet via une station d'épuration collective (article 53). Pour la situation d'un rejet raccordé à une station d'épuration collective, l'article 53 impose une BOLEC journalière avant raccordement à une S-E (collective de 10 mg/l à partir du moment où le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 100 l/s ou 300 l/s). L'arrêté d'autorisation peut prescrire des valeurs limites en concentration journalière supérieures si l'étude d'impact ou l'étude d'incidence démontre, à partir d'une argumentation de nature technique et, le cas échéant, économique, que de telles dispositions peuvent être retenues sans qu'il en résulte pour autant des garanties moindres vis-à-vis des impératifs de bon fonctionnement de la station d'épuration collective et de protection de l'environnement.

Les valeurs limites d'émissions actuellement fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 août 2008 modifié en ce qui concerne le phosphore sont 10 mg/l en concentration maximale journalière et un flux maximal de 100 l/s.

La demande de modification des valeurs limites ci-dessus à la hausse est appuyée par l'augmentation de la production sur le site de Saint-Criest du fait du rapatriement des activités de Gerland. Le choix des valeurs proposées n'est pas argumenté d'un point de vue technique. **Cette demande doit être complétée conformément aux dispositions de l'article R515-65 du code de l'environnement et de l'article 35 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié précité.**

Suite à la publication de l'arrêté ministériel du 23 août 2008 modifiant dans une série d'arrêts ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement, l'action nationale RSDE a évolué. Suite à cette évolution, la société Goerhinger + Ingelheim se trouve concernée par un objectif de suppression d'émissions ou de défaut de réduction maximale des substances dangereuses visées par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Les substances présentes dans les rejets du site et concernées par cette action sont celles qui contiennent du mercure et ses composés mercuriels.

Dans ce contexte réglementaire, la société Goerhinger +ngelheim a sollicité l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement pour présenter l'installation pilote mise en place et les perspectives quant à la réduction de cette substance dans les rejets aqueux. L'exploitant a prévu de faire suivre une étude technico-économique concernant l'évaluation du déploiement d'un traitement des rejets contenant le merthiolate et fera une proposition argumentée en vue de suppression d'émissions à priori visée pour les nouvelles formulations de vaccins mais non envisagée pour les vaccins déjà commercialisés en raison du processus d'homologation. Elle serait renforcée, développera les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et a accepté afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur.

II – Principaux constats effectués lors de la visite d'inspection

Constat N°1 – Plateforme déchets

L'exploitant a précisé lors de la visite que les DASR+ sont entreposés dans chaque bâtiment de production et collectés quotidiennement par le responsable logistique.

Les déchets chimiques ont l'objet d'une collecte et d'un étiquetage au sein des bâtiments où ils sont produits.

Les déchets ci-avant ne sont pas entreposés sur la plateforme de regroupement des déchets.

Sur la plateforme extérieure de regroupement des déchets, la gestion est sous-traitée à l'entreprise Oéolia.

La gestion de cette plateforme mérite d'être améliorée.

En effet, sur cette plateforme il n'est pas possible de distinguer des contenants vides destinés à être dispatchés pour collecter les déchets au niveau des bâtiments de production par rapport aux contenants contenant des déchets, car aucun étiquetage ou panneautage ne permet de le distinguer.

Lors de l'inspection l'agent en charge de la gestion de la plateforme a soulevé les couvercles des bacs pour pouvoir indiquer leur contenu, notamment dans le cas de récipients a priori souillés.

Lorsque le bac est plein un opérateur dépose une palette sur le couvercle du bac pour le préciser.

Les bennes présentes sur la zone contiennent des déchets non dangereux dont des emballages, des métaux, des DEEE, et des farines d'huiles.

Il a été constaté que les bennes de stockage des farines d'huiles se sont chargées en eau de pluie et présentent lors de leur manipulation des écoulements liquides qui dégagent une forte odeur.

L'exploitant doit mettre en place un étiquetage approprié pour identifier la nature des déchets présents dans la zone et dans les conteneurs, bacs, bennes.

En ce qui concerne les bennes contenant des farines d'huiles, l'exploitant doit mettre en place une solution pour éviter que les eaux météoriques entrent dans les bennes et s'écoulent ensuite sur le sol ainsi que lors du transport.

'onclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> (as d'o=servation	A(du 2 ao;t 2**#	mois
<input type="checkbox"/> l=servation	/4 4 Limitation de la production de déchets	
<input type="checkbox"/> , on con7ormité	L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une =onne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production	
<input type="checkbox"/> (roposition de mise en demeure	<p>/4 4\$ Entreposage des déchets</p> <p>Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'éta=lissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l':tre dans des conditions ne présentant pas de risEues de pollution &prévention d'un lessivage par des eau< météoriEues, d'une pollution des eau< super7icielles et souterraines, des envols et des odeursC pour les populations avoisinantes et l'environnement</p>	

Constat N°2 – Conception de la chaufferie

Lors de la visite, il a été constaté, pour la chau77erie .

- la présence d'un dispositi7 de coupure gaI manuel clairement identi7ié, situé > l'e<térieur du =Dtiment, 7acilement accessi=le dont le sens de 7ermeture est indiEué,
- la présence de 2 vannes automatiEues redondantes sur la conduite d'alimentation gaI > l'e<térieur du =Dtiment,
- la présence d'un organe de coupure manuel au plus pr%s des appareils de com=ustion
- la présence de détecteurs gaI Bau-dessus des =r; leursU am=ianceC et incendie Bam=ianceC

Le contrôleétalonnage des détecteurs de gaI a été réalisé le !2*322*2 , sans test d'asservissement de la chaîne de détection

Avis de l'inspection .

L'e<ploitant @usti7iera > l'inspection dans un délai de \$ mois la réalisation et le =on 7onctionnement du test de la chaîne d'asservissement

'onclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> (as d'o=servation	A " du *\$ ao;t 2* # relati7 au< installations de com=ustion art 24 \$	\$ mois
<input type="checkbox"/> l=servation		
<input type="checkbox"/> , on con7ormité		
<input type="checkbox"/> (roposition de mise en demeure		

Constat N°3 – Conception de la chaufferie nouvelle

Une nouvelle chaudière a été mise en service en septembre 2024

Une vérification de certaines dispositions décrites dans le porteur > connaissance déposé en septembre 2024 a été réalisée

Ainsi, il a été constaté .

- la présence d'un mur coupe-feu séparatif F25 entre la chaufferie existante et nouvelle Bmur parpaing
- la présence d'un système de récupération de chaleur sur les fumées pour améliorer le rendement énergétique

Avis de l'inspection . 2

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> (as d'observation	A(§ 2*2*# R Art 43 classement des installations	
<input type="checkbox"/> l'observation		
<input type="checkbox"/> , on conformité		
<input type="checkbox"/> (reposition de mise en demeure		

Constat N° 4– Rejets atmosphériques

L'exploitant a fourni le rapport du contrôle biennal des rejets atmosphériques effectué le 12* 2024 sur les 2 chaudières existantes 4

Les émissions mesurées pour les , 1 V sont .

- chaudière . moyenne \$/ mg2 , m\$
- chaudière 2 . moyenne * mg2 , m\$

Le rapport de mise en service du 222*)2024 de la chaudière \$ a été fourni, toutefois un contrôle des rejets atmosphériques doit être réalisé dans les 3 mois suivant sa mise en service4

Avis de l'inspection .

Les résultats des mesures des rejets des chaudières et 2 n'appellent pas de remarque B0 LE /* mg2 , m\$4

(pour faciliter la compréhension des 0 LE > appliquer en raison de leur évolution attendue dans les prochaines années Ben référence aux notes de bas de page de l'article 4243 de l'A(du 2*2*#2* #C seront précisées . les dates de déclaration de mise en service des équipements, ainsi que la part de la puissance fournie par les tuées de fumées4

Le rapport de contrôle des émissions atmosphériques pour la chaudière \$ sera communiqué > l'inspection4

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> (as d'observation	A " du 2*2*#2*2 # article 43 B0 LE > appliquer et article 4\$ B " esure périodique de la puissance rejetée	\$ mois
<input type="checkbox"/> l'observation		
<input type="checkbox"/> , on conformité		
<input type="checkbox"/> (reposition de mise en demeure		

Suites données par l'inspection

- ☐ 1 =servations ou non con7ormités > traiter par courrier
- ☐ (roposition de suites administratives
- ☐ (roposition de ren7orcement, modi7ication ou mise > pour des prescriptions
- ☐ AutreBSC .

Synthèse des suites :

La visite d'inspection a mis en évidence des o=servations sur la plate7orme e<térieure dédiée au< déchets, et des o=servations en lien avec la nouvelle installation de com=ustion4 ' es o=servations appellent des actions correctives rapidement réalis=les de la part de l'e<ploitant4

Le + du présent rapport détaille les in7ormations complémentaires indispensa=les pour donner suite au< porters > connaissance relati7s au phosphore et au< composés mercuriels dans les rejets aEueu<4

Signature de l'inspecteur	Vérificateur	Approbateur
l'inspecteur de l'environnement	L'ad@ointe au che7 de l'UD du Rhône	L'ad@ointe au che7 de l'UD du Rhône
Alain " UE -	" agalie ES ' 1 FF+ER	" agalie ES ' 1 FF+ER
l'inspectrice de l'environnement		
FrédériEue 9AU- 5+ER		

Pièces jointes : sans